

## ***Tribune au Bien public, avant le référendum du 29 mai 2005***

Dans le débat qui déchire la France, on parle beaucoup de la France, trop de la Turquie, peu de l'Europe, presque jamais des autres Européens. Mais peut-être est-il encore temps de rappeler que le vote porte bien sur une constitution européenne ?

Tout électeur français peut encore se rendre compte qu'il y va bien de l'avenir de l'Europe, pas de la distribution des cartes pour le jeu électoral français de 2007. Comprendre que le traité constitutionnel est un compromis fragile, élaboré patiemment par une Convention démocratique et représentative des réalités politiques de l'Europe. Réaliser que voter « non » pour faire du chantage à ceux avec qui ce compromis – très marqué par l'influence française – a été négocié, est une attitude égoïste, contraire aux idéaux européens, qui sont aussi ceux de la France démocratique et républicaine.

Ceux qui veulent sanctionner le gouvernement, trouvent-ils normal de prendre l'Europe en otage pour un règlement de comptes politiques franco-français ? Ceux qui croient cette Constitution « trop libérale », savent-ils qu'ailleurs, d'autres pourfendent ce même texte comme « trop socialiste » ? Qui crie au nivellement par le bas, se rappelle-t-il que les nouveaux membres ont passé des années à s'adapter aux normes sociales et environnementales européennes – vers le haut ? Ceux qui fantasment sur le « plombier polonais » réalisent-ils le profit que l'économie française a tiré de l'ouverture des pays post-communistes grâce à leur intégration à l'Union ? Ceux qui craignent pour le système social français, croient-ils que les Scandinaves sont en train d'abandonner les leurs, plus protecteurs et efficaces, d'ailleurs ? Ceux que la Turquie préoccupe, ne voient-ils pas que ce sera une Europe sans cette Constitution, donc sans ambition politique, en proie à d'incessants débats sur son organisation interne, qui par inertie continuera à s'élargir, sans projet clair ?

La Constitution est un bol d'air frais pour la construction européenne. Loin de clore les débats, elle leur donne un cadre nouveau et plus fertile. La Turquie, plus de social, une politique étrangère européenne - oui ou non, comment ? Avec la Constitution, l'Europe affrontera ces débats dans des conditions meilleures, car plus démocratiques. A la cacophonie des Etats, une voix commune européenne s'ajoutera, plus identifiable et plus légitime, et ne manquera pas de s'affirmer progressivement.

Un « oui » français maintiendra l'espoir que ce grand projet qu'est la construction européenne retrouvera un élan, nécessaire pour la France, pour l'Europe et pour le monde. Un « non » français à la Constitution ne supprimerait pas la mondialisation, n'arrêterait pas la Chine, ne freinerait pas les fanatismes, ne réduirait pas l'unilatéralisme américain. Il ne réduirait pas le chômage, ne relancerait pas l'économie, ne réglerait pas les conflits politiques et sociaux en France. Il briserait « juste » la dynamique européenne, facteur d'espoir pour des millions de personnes en Europe et dans le monde. Malheureux bouc émissaire des gouvernements depuis 50 ans, l'Europe deviendrait-elle aujourd'hui celui des citoyens, pour expier tous les maux qu'ils voient autour d'eux ? Quel malentendu !

La France a besoin de l'Europe. L'Europe a besoin de la France. Le monde a besoin de l'Europe. Ce dimanche, les Français ne doivent pas manquer leur rendez-vous avec l'Histoire !

Lukáš Macek  
directeur du 1<sup>er</sup> cycle européen de Sciences Po Paris à Dijon